



RADY FACULTY OF HEALTH SCIENCES
MAX RADY COLLEGE OF MEDICINE
DEPARTMENT OF COMMUNITY HEALTH SCIENCES
S113-750 Bannatyne Avenue
Winnipeg, Manitoba R3E 0W3
Phone: 204 894-1301
Email: evelyn.forget@umanitoba.ca

***Objet : Un revenu de base serait un moyen injuste, compliqué et coûteux d'éliminer la pauvreté,
Globe and Mail - 27/04/2022***

La sénatrice Bellemare a rédigé une critique du revenu de base, qui est erronée à tel point qu'il est difficile d'y réagir. En 795 mots, elle réussit à confondre « net » et « brut », « provincial et fédéral », et un « paiement universel » avec un revenu de base ciblé.

Elle dénonce l'énorme prix à payer pour un revenu de base en imaginant que le même montant serait versé à tous les Canadiens, qu'ils soient riches ou pauvres, alors que toute la conversation sur le revenu de base au Canada a porté sur un revenu de base modeste destiné aux personnes à faible revenu. Elle affirme qu'un revenu de base signifierait que tout le monde recevrait le même montant, et qu'il serait impossible de répondre à des besoins différents, même si le projet de loi S-233 dit explicitement le contraire. La Colombie-Britannique et le Québec ont-ils déclaré qu'un revenu de base n'était pas réalisable, comme la sénatrice le prétend? Les deux provinces ont seulement étudié un programme provincial, pas un revenu de base fédéral.

La sénatrice Bellemare oublie de mentionner que les programmes actuels (comme l'aide sociale provinciale) ont aussi un prix, tout comme les autres programmes de formation qu'elle invente. Elle imagine des mesures vigoureuses visant à dissuader les personnes de travailler, même si le directeur parlementaire du budget a estimé qu'un revenu de base pourrait entraîner une réduction de 1,3 % des heures travaillées, ce qui n'est pas énorme.

Est-ce que, comme elle l'écrit, un revenu de base « impliquerait une transformation complète du régime d'impôt sur le revenu à l'échelle fédérale et provinciale »? Pas vraiment. Elle a néanmoins effectué un sondage auprès de Canadiens et, après leur avoir expliqué, sans aucune donnée probante, que leurs impôts doubleraient et que toutes les déductions seraient éliminées, elle a constaté (surprise !) que l'appui populaire au revenu de base avait diminué.

Les Canadiens doivent avoir une véritable conversation sur la pauvreté – sans propos alarmistes ni « données » inventées. Nous devons savoir comment les différents ordres de gouvernement peuvent collaborer pour répondre au mieux aux vrais besoins sociaux. Ce n'est pas très logique d'affirmer que le public croit fermement que « tous les adultes en âge de travailler au Canada devraient travailler pour gagner leur vie », alors que 70 % des bénéficiaires de l'aide sociale sont des personnes handicapées, dont certaines ne peuvent pas travailler du tout et d'autres nécessitent un soutien pour pouvoir travailler. Par ailleurs, un programme de garantie pour la jeunesse, un programme de cheminement professionnel et un programme de formation professionnelle, aussi populaires soient-ils, ont tous un coût et il existe peu de données probantes sur leur efficacité. Certaines régions du pays sont inondées de programmes de formation professionnelle depuis des décennies, mais il est difficile d'en voir les avantages.

Laissons de côté l'idéologie et réfléchissons à la façon dont nous pouvons améliorer la vie de tous les Canadiens.

Evelyn L Forget, OC, Ph. D, MSRC

Professeure, Sciences de la santé communautaire

Directrice des études, Centre des données de recherche du Manitoba

Université du Manitoba

Territoire du Traité n°1, terres ancestrales des Anishinaabes, des Dakotas, des Cris, des Oji-cris et des Dénés,
et le territoire traditionnel des Métis

Auteure d'un certain nombre de livres, dont les plus récents : [*Radical Trust: basic income for complicated lives*](#) and [*Basic Income for Canadians: from the COVID-19 emergency to financial security for all*](#)